

marche de la garde nationale, qu'il avait son plan et qu'il le suivrait jusqu'au bout sans le révéler. Cet entêtement breton ne déplaisait pas. On croyait encore, on avait foi dans la valeur militaire de ce temporisateur éternel.

Presque en même temps, M. Trochu prenait une résolution destinée à lui donner, dans l'opinion publique, une attitude ferme; il supprimait ce qu'il appelait les vieux errements, et mettait pour les soldats la citation à l'ordre du jour de l'armée avant toute autre récompense: « Nous avons, disait-il, à faire pénétrer dans l'esprit de nos officiers et de nos soldats cette grande pensée, dont n'ont pas voulu les monarchies, et que la république doit consacrer: *Que l'opinion seule peut récompenser dignement le sacrifice de la vie.* » Bientôt un décret du gouvernement, inspiré sans doute par le général Trochu, réservait la décoration de la Légion d'honneur à la récompense des services militaires et aux actes de bravoure et de dévouement accomplis en présence de l'ennemi. Cette austérité, cette abnégation à la Marc-Aurèle semblait compléter la physionomie du général qui avait proclamé naguère la toute-puissance de la *force morale*. Cependant, le temps passait. La garde nationale n'était pas militairement organisée; la province, d'après les nouvelles reçues de Gambetta (18 octobre), avait sur pied une armée de 90,000 hommes. Gambetta parlait aussi, entre parenthèse, d'une dysenterie de Frédéric-Charles et d'une *entreprise* des Prussiens sur Orléans. La vérité est qu'Orléans était pris et que Frédéric-Charles, devant Metz, n'avait jamais été malade. Où Gambetta disait le mot absolu de la situation, c'est lorsqu'il parlait de faire à la Prusse une guerre de *ténacité!*

Une nouvelle dépêche de Gambetta annonçait

bientôt l'occupation d'Orléans. Le ministre de l'intérieur ajoutait que nos troupes couvraient Bourges et se préparaient à l'offensive.

Jusqu'au 25 octobre, les journées furent remplies par les discussions, les nouvelles, l'échange de renseignements contradictoires. On arrêtait M. Portalis, le rédacteur en chef de la *Vérité*, pour avoir publié des renseignements dont l'avenir allait malheureusement démontrer la vérité presque absolue. On remplaçait M. Mottu à la mairie du onzième arrondissement par M. de Fonville, ainsi que nous le raconterons lorsque nous arriverons au 31 octobre et à ses causes. On rationnait la viande à soixante grammes par personne, et le 26, on allait la rationner à cinquante. Presque en même temps, M. Félix Pyat parlait des *orgies gastronomiques* des Turcaret de la Chaussée-d'Antin. A dire vrai, il y avait déjà un sentiment d'aigreur, de mécontentement latent. Il fallut la nouvelle de la prise de Châteaudun, de la résistance acharnée et sublime d'une petite ville sans défense contre l'étranger qui la bombardait en attendant qu'il la brûlât; il fallut l'annonce de cet héroïque fait d'armes pour ramener les esprits vers ce qui était ou ce qui devait être l'unique souci de la situation cruelle: — la patrie, la résistance, la lutte intrépide, absolue, jusqu'au sacrifice, contre l'étranger.

Paris, isolé, bloqué, assiégé, déjà souffrant, attendait, écoutait et se demandait: *Où est la France?* Lorsque ce nom retentit, *Châteaudun*, lorsque cette résistance fut connue, lorsque l'écho de cette lutte admirable vint frapper la grande ville attentive et déjà inquiète, alors Paris poussa, à cette nouvelle d'un deuil public, une clameur presque joyeuse, et il se dit: — La France se lève! la France accourt! la France est vivante, puisqu'elle sait mourir!

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU CHAPITRE IV

N° 1.

PROCLAMATION DE GAMBETTA

aux citoyens des départements, en arrivant à Tours.

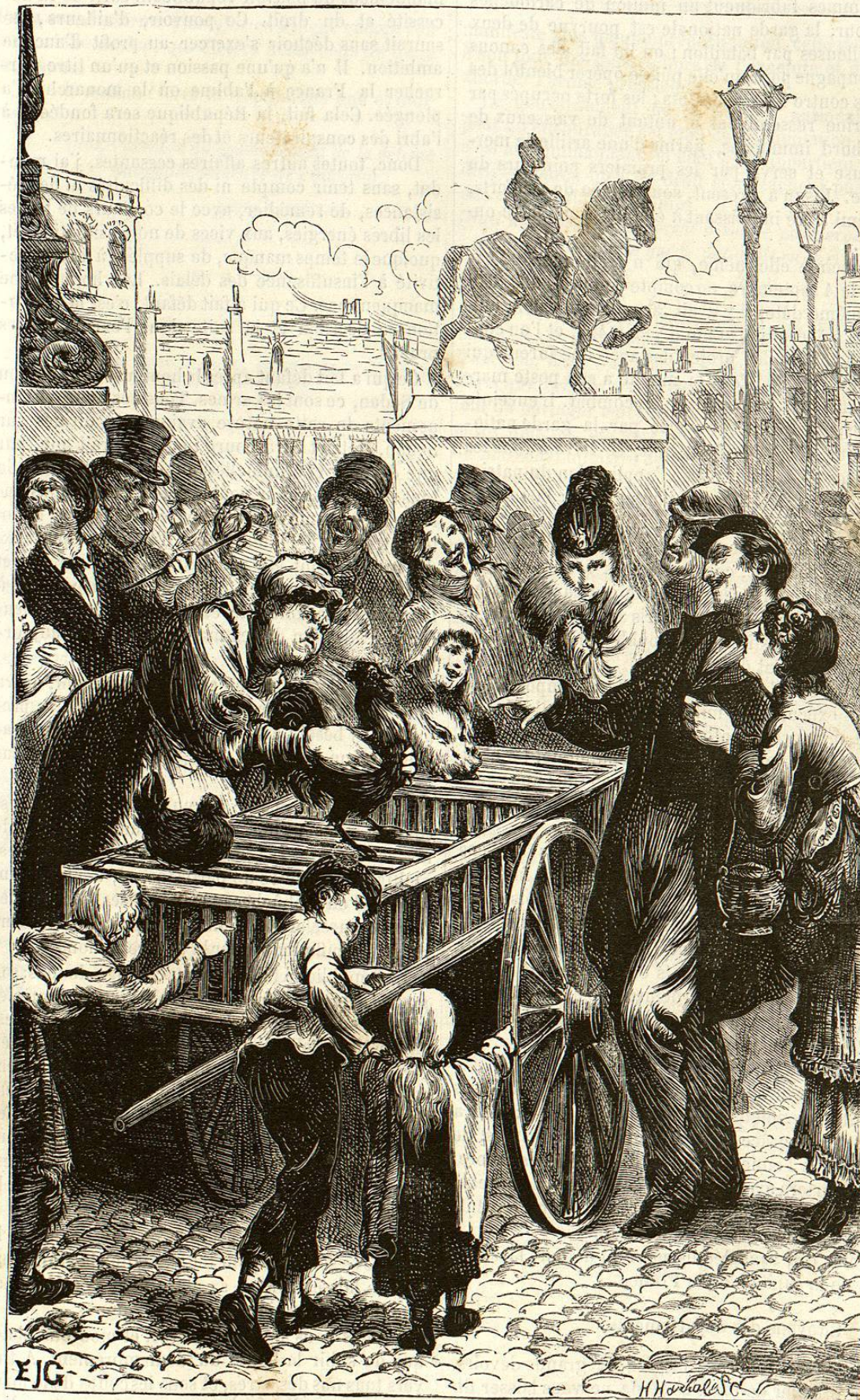
Tours, 9 octobre 1870.

Citoyens des départements,

Par ordre du gouvernement de la République, j'ai quitté Paris pour venir vous apporter, avec les espérances du peuple renfermé dans ses murs, les instructions et les ordres de ceux qui ont accepté la mission de délivrer la France de l'étranger.

Paris, depuis dix-sept jours étroitement investi, a donné au monde un spectacle unique, le spectacle de plus de deux millions d'hommes qui, oubliant leurs préférences, leurs dissidences antérieures, pour se serrer autour du drapeau de la République, ont déjà déjoué les calculs de l'envahisseur, qui comptait sur la discorde civile pour lui ouvrir les portes de la capitale.

La révolution avait trouvé Paris sans canons et sans armes. A l'heure qu'il est, on a armé quatre cent mille hommes de garde nationale, appelé cent mille mobiles, groupé soixante mille hommes de



SIÈGE DE PARIS. — La vente des dernières volailles.

troupes régulières. Les ateliers fondent des canons; les femmes fabriquent un million de cartouches par jour; la garde nationale est pourvue de deux mitrailleuses par bataillon; on lui fait des canons de campagne pour qu'elle puisse opérer bientôt des sorties contre les assiégeants; les forts occupés par la marine ressemblent à autant de vaisseaux de haut-bord immobiles, garnis d'une artillerie merveilleuse et servis par les premiers pointeurs du monde. Jusqu'à présent, sous le feu de ces forts, l'ennemi a été impuissant à établir le moindre ouvrage.

L'enceinte elle-même, qui n'avait que 500 canons, le 4 septembre, en compte aujourd'hui 3,800; à la même date, il y avait 30 coups de canon à tirer par pièce, aujourd'hui il y en a 400, et l'on continue à fondre des projectiles avec une fureur qui tient du vertige. Tout le monde a son poste marqué dans la cité et sa place de combat. L'enceinte est perpétuellement couverte par la garde nationale, qui, de l'aube à la nuit, se livre à tous les exercices de la guerre avec l'application du patriotisme, et on sent tous les jours grandir la solidité et l'expérience de ces soldats improvisés.

Derrière cette enceinte ainsi gardée, s'élève une troisième enceinte, construite sous la direction du comité des barricades; derrière ces pavés savamment disposés, l'enfant de Paris a retrouvé, pour la défense des institutions républicaines, le génie même du combat des rues.

Toutes ces choses, partout ailleurs impossibles, se sont exécutées au milieu du calme, de l'ordre, et grâce au concours enthousiaste qui a été donné aux hommes qui représentent la République. Ce n'est point une illusion; ce n'est pas non plus une vaine formule: Paris est inexpugnable; il ne peut plus être ni pris, ni surpris.

Restaient aux Prussiens deux autres moyens d'entrer dans la capitale, la sédition et la faim. La sédition, elle ne viendra pas, car les suppôts et les complices du gouvernement déchu, ou bien ils ont fui, ou bien ils se cachent. Quant aux serviteurs de la République, les ardents comme les tièdes, ils trouvent dans le gouvernement de l'Hôtel de ville d'incorruptibles otages de la cause républicaine et de l'honneur national.

La famine!...

Prêt aux dernières privations, le peuple de Paris se rationne volontairement tous les jours; et il a devant lui, grâce aux accumulations de vivres, de quoi défier l'ennemi pendant de longs mois encore. Il supportera avec une mâle constance la gêne et la disette, pour donner à ses frères des départements le temps d'accourir et de le ravitailler.

Telle est, sans déguisement ni détour, la situation de la capitale de la France.

Citoyens des départements,

Cette situation vous impose de grands devoirs. Le premier de tous, c'est de ne vous laisser divertir par aucune préoccupation qui ne soit pas la guerre, le combat à outrance; le second, c'est,

jusqu'à la paix, d'accepter fraternellement le commandement du pouvoir républicain sorti de la nécessité et du droit. Ce pouvoir, d'ailleurs, ne saurait sans déchoir s'exercer au profit d'aucune ambition. Il n'a qu'une passion et qu'un titre: arracher la France à l'abîme où la monarchie l'a plongée. Cela fait, la République sera fondée et à l'abri des conspirateurs et des réactionnaires.

Donc, toutes autres affaires cessantes, j'ai mandat, sans tenir compte ni des difficultés ni des résistances, de remédier, avec le concours de toutes les libres énergies, aux vices de notre situation, et, quoique le temps manque, de suppléer à force d'activité à l'insuffisance des délais. Les hommes ne manquent pas. Ce qui a fait défaut, c'est la résolution, la décision et la suite dans l'exécution des projets.

Ce qui a fait défaut après la honteuse capitulation de Sedan, ce sont les armes. Tous nos approvisionnements de cette nature avaient été dirigés sur Sedan, Metz et Strasbourg; et l'on dirait que, par une dernière et criminelle combinaison, l'auteur de tous nos désastres a voulu, en tombant, nous enlever tous les moyens de réparer nos ruines. Maintenant, grâce à l'intervention d'hommes spéciaux, des marchés ont été conclus, qui ont pour but et pour effet d'accaparer tous les fusils disponibles à l'étranger. La difficulté était grande de se procurer la réalisation de ces marchés: elle est aujourd'hui surmontée.

Quant à l'équipement et à l'habillement, on va multiplier les ateliers et requérir les matières premières, si besoin est; ni les bras ni le zèle des travailleurs ne manquent; l'argent ne manquera pas non plus.

Il faut enfin mettre en œuvre toutes nos ressources qui sont immenses, secouer la torpeur de nos campagnes, réagir contre de folles paniques, multiplier la guerre de partisans, et, à un ennemi si fécond en embûches et en surprises, opposer des pièges, harceler ses flancs, surprendre ses derrières, et enfin inaugurer la guerre nationale.

La République fait appel au courage de tous; son gouvernement se fera un devoir d'utiliser tous les courages et d'employer toutes les capacités. C'est sa mission à elle d'armer les jeunes chefs, nous en ferons! Le ciel lui-même cessera d'être élément pour nos adversaires, les pluies d'automne viendront, et retenus, contenus par la capitale, les Prussiens, si éloignés de chez eux, inquiétés, troublés, pourchassés par nos populations réveillées, seront décimés pièce à pièce par nos armes, par la faim, par la nature.

Non, il n'est pas possible que le génie de la France se soit voilé pour toujours, que la grande nation se laisse prendre sa place dans le monde par une invasion de cinq cent mille hommes.

Levons-nous donc en masse, et mourons plutôt que de subir la honte du démembrement. A travers tous nos désastres, et sous les coups de la mauvaise fortune, il nous reste encore le sentiment de l'unité française, l'indivisibilité de la République.

Paris cerné affirme plus glorieusement encore son immortelle devise, qui dictera aussi celle de toute la France.

Vive la nation! Vive la République une et indivisible!

Le membre du gouvernement de la défense nationale, ministre de l'intérieur,

LÉON GAMBETTA.

N° 2.

LE PLAN DU GÉNÉRAL TROCHU.

Le président du Gouvernement, gouverneur de Paris, a adressé au maire de Paris la lettre suivante:

Lorsque j'ai entrepris, avec le concours de dévoués collaborateurs dont la reconnaissance publique recueillera un jour les noms, la défense de Paris, j'avais à lutter contre un sentiment bien différent de celui que je discute aujourd'hui. On croyait et on disait qu'une grande cité comme notre capitale, dominée par des intérêts, des passions, des besoins si divers, n'était pas défendable. On admettait difficilement que son enceinte et ses forts, construits dans d'autres temps et dans des conditions militaires très-différentes de celles qui prévalent aujourd'hui, pussent être préparés de manière à opposer, sans le secours d'une armée opérant au dehors, une résistance sérieuse et durable aux efforts d'un ennemi victorieux. On admettait encore moins que la population pût se prêter aux sacrifices de toute sorte, aux habitudes de résignation que comporte un siège de quelque durée.

Aujourd'hui que cette grande épreuve est faite, c'est-à-dire que la mise en état de défense est arrivée à un degré de perfectionnement qui rend inabordable l'enceinte, avec ses dehors poussés très-loin; que la population a fait éclater son patriotisme et réduit elle-même au silence un petit nombre d'hommes, dont les vues coupables servaient les projets de l'ennemi; que l'ennemi lui-même, s'arrêtant devant ce formidable appareil défensif, s'est borné à l'entourer de ses masses sans s'y heurter; l'esprit public s'est modifié, et il ne

manifeste plus qu'une préoccupation, celle de jeter à son tour des masses hors de l'enceinte et d'aller aborder l'armée prussienne.

Le gouvernement de la défense nationale ne peut qu'encourager cet élan de la population, mais c'est au commandant en chef qu'il appartient de le diriger, parce qu'à ce droit se rattachent pour lui des responsabilités infinies.

(Suit un exposé de la marche à suivre pour organiser les volontaires de la garde nationale en compagnies de marche.)

... Je termine, monsieur le maire, cet exposé par une réflexion. Au mois de juillet dernier, l'armée française, dans tout l'éclat de sa force, traversait Paris aux cris de: « A Berlin! à Berlin! » J'étais loin de partager cette confiance, et seul peut-être, entre tous les officiers généraux, j'osai déclarer au maréchal ministre de la guerre que j'apercevais dans cette bruyante entrée en campagne, aussi bien que dans les moyens mis en œuvre, les éléments d'un grand désastre. *Le testament que j'ai déposé à cette époque entre les mains de M^e Ducloux, notaire à Paris, témoignera à un jour donné des douloureux pressentiments trop motivés, dont mon âme était remplie.*

Aujourd'hui, devant la fièvre qui s'est très-légitimement emparée des esprits, je rencontre des difficultés qui offrent la plus frappante analogie avec celles qui se sont produites dans le passé. Je déclare ici que, pénétré de la foi la plus entière dans le retour de fortune qui sera dû à la grande œuvre de résistance que résume le siège de Paris, je ne céderai pas à la pression de l'impatience publique. M'inspirant des devoirs qui nous sont communs à tous, et des responsabilités que personne ne partage avec moi, je suivrai jusqu'au bout le plan que je me suis tracé, sans le réviser, et je ne demande à la population de Paris, en échange de mes efforts, que la continuation de la confiance dont elle m'a jusqu'à ce jour honoré.

Recevez, monsieur le maire, l'assurance de ma haute considération.

Le président du gouvernement, gouverneur de Paris,

GÉNÉRAL TROCHU.

16 octobre 1870.